

UNIVERZITA PALACKÉHO V OLMOUCI

Filozofická fakulta

BAKALÁŘSKÁ PRÁCE

Olomouc 2008

Hana JELÍNKOVÁ

**Université Palacky d'Olomouc
Faculté des Lettres**

**L'EVOLUTION DE L'UNION EUROPEENNE
ET DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
ORIENTEE SUR LA REPUBLIQUE TCHEQUE :
le niveau de l'ajustement et les conséquences possibles
de l'introduction de l'euro**

**THE EVOLUTION OF THE EUROPEAN UNION
AND THE ECONOMIC AND MONETARY UNION
WITH THE FOCUS ON THE CZECH REPUBLIC:
the level of readjustment and possible consequences
of the euro introduction**

Mémoire de licence

Filière : Filière d'administration économique et sociale franco-tchèque

Directeur de travail : Marie-Laure Leiciagueçahar

Auteur : Hana JELÍNKOVÁ

Olomouc 2008

**Univerzita Palackého v Olomouci
Filozofická fakulta**

**VÝVOJ EVROPSKÉ UNIE A EVROPSKÉ
HOSPODÁŘSKÉ A MĚNOVÉ UNIE SE
SPECIFIKACÍ NA ČESKOU REPUBLIKU:
úroveň připravenosti a možné následky zavedení eura**

Bakalářská diplomová práce

Studijní program : Francouzština se zaměřením na aplikovanou ekonomii

Vedoucí práce : Marie-Laure Leiciagueçahar

Autor: Hana JELÍNKOVÁ

Olomouc 2008

Filozofická fakulta Univerzity Palackého v Olomouci

Akademický rok: 2007/2008

ZADÁNÍ BAKALÁŘSKÉ DIPLOMOVÉ PRÁCE

Katedra:Romanistiky.....

Příjmení, jméno:Hana JELÍNKOVÁ.....

Osobní číslo studenta:F05202.....

Studijní obor:Francouzština se zaměřením na aplikovanou ekonomii.....

KRF

Zadané téma:Le traité de Maastricht et ses conséquences

.....pour la République tchèque.....

Název práce v angličtině:

.....The Treaty of Maastricht and it's consequences

.....for the Czech Republic

Rozsah práce: 40

Zásady pro vypracování:

- 1) Présentation de l'Union Européenne
- 2) Présentation du Traité de Maastricht
- 3) Les conséquences pour la République tchèque
- 4) La vision pour le future

Seznam odborné literatury:

Praha : Victoria Publishing: *Evropská unie*, 1994

Keřkovský, Miroslav, Keřkovská, Alena: *Evropská unie: historie, instituce, ekonomie a politiky* - Vyd. 1.. - Praha : Computer Press, 1999

Schmieding, Holger: *Maastricht: A Dead End of European Integration?*, Kiel : Inst. für Weltwirtschaft, 1992

Andrew Duff, John Pinder, Roy Pryce: *Maastricht and beyond : building the European Union*, London 1996

Termín zadání práce: 30. 03. 2007

Termín odevzdání práce: 31. 01. 2008

Vedoucí diplomové práce, titul (hůlkovým písmem): Leiciagueçahar Marie-Laure


.....
podpis vedoucího práce


.....
podpis vedoucího katedry

08.11.2007
.....
datum




.....
podpis děkana

Prohlášení

„Místopřísežně prohlašuji, že jsem bakalářskou práci na téma: „Vývoj Evropské Unie a Evropské Hospodářské a Měnové Unie se specifikací na Českou republiku : úroveň připravenosti a možné následky zavedení eura.“ vypracovala samostatně pod odborným dohledem vedoucí diplomové práce slečny Marie-Laure Leiciagueçahar a že jsem uvedla všechny použité podklady a literaturu“

« Je déclare sur l'honneur avoir rédigé personnellement ce mémoire de licence sur le thème : « L'évolution de l'Union Européenne et de l'Union Economique et Monétaire orientée sur la République tchèque : le niveau de l'ajustement et les conséquences possibles de l'introduction de l'euro » sous la responsabilité de Mlle Marie-Laure Leiciagueçahar et avoir cité toutes les sources d'informations utilisées ».

V Olomouci dne.....

.....

Univerzita Palackého v Olomouci
Filozofická fakulta

Je voudrais remercier Mlle Marie-Laure Leiciagueçahar d'avoir dirigé très patiemment mon mémoire de licence.

Table des matières

<i>Introduction</i>	10
1 CREATION DE L'UNION EUROPEENNE ET DE L'UNION DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE	12
1.1 Création de l'Union Européenne	12
1.1.1 Naissance d'une Europe réunie	12
1.1.1.1 Début de l'idée de l'Europe réunie	12
1.1.1.2 Deuxième Guerre Mondiale	12
1.1.1.3 Plan Marshall	13
1.1.2 Premières intégrations	13
1.1.2.1 Idée du marché commun en Europe	13
1.1.2.2 CECA	14
1.1.3 Réunification et élargissement de l'Europe	15
1.1.3.1 Traités de Rome	15
1.1.3.2 Crise de la CEE	16
1.1.3.3 Elargissements	16
1.1.3.4 Acte Unique	17
1.1.4 Europe à partir de 1992	18
1.1.4.1 Traité de Maastricht	18
1.1.4.2 Traité d'Amsterdam	19
1.1.4.3 Elargissement 2004	19
1.1.4.4 Traité de Nice	20
1.1.4.5 Constitution pour l'Europe	20
1.2 Création de l'Union Economique et Monétaire	21
1.2.1 Début de l'idée de l'UEM	21
1.2.2 Première tentative de l'UEM	22
1.2.3 Système Monétaire Européen	22
1.2.4 UEM	23
1.2.5 Réalisation de l'UEM	25

2 CONSEQUENCES ET PREVISIONS POUR L'ECONOMIE TCHEQUE	28
2.1 Accomplissement des critères de convergence	28
2.1.1 Stabilité des prix	28
2.1.2 Déficit budgétaire	28
2.1.3 Finances publiques	29
2.1.4 SME	29
2.1.5 Taux d'intérêt	29
2.2 Plan national de l'introduction de l'euro	30
2.2.1 Principes fondamentaux	31
2.2.2 Assurance institutionnelle des préparations à l'euro	32
2.2.3 Secteurs dans lesquels ont lieu les ajustements	32
2.2.3.1 Système bancaire	32
2.2.3.2 Finances publiques	33
2.2.3.3 Secteur non-financier	33
2.2.3.4 Législation	33
2.2.3.5 Sources d'information	33
2.3 Impact de l'euro sur l'économie tchèque	34
2.3.1 Passage à l'euro : le processus	34
2.3.1.1 Impact sur les entreprises	35
2.3.1.2 Impact sur l'inflation	37
2.3.1.3 Impact sur la croissance économique	38
2.3.1.4 Opinions des Tchèques sur l'euro	40
2.3.1.5 FAQ par les citoyens	41
2.3.2 Situation dans les autres pays	41
Conclusion	43
Résumé (en français).....	45
Résumé (in English).....	47
Résumé (česky).....	48
Annexes	
Bibliographie	

Introduction

Est-ce que vous vous êtes déjà posé la question « pourquoi » ? Nous pouvons nous en poser une : pourquoi tout ce qui se passe autour de nous arrive-t-il ?

Est-ce que vous avez imaginé il y a 50 ans la possibilité de voyager dans tous les coins de l'Europe sans avoir besoin de visas ? Est-ce que cette image comprenait le fait de ne pas avoir besoin de changer l'argent que vous aviez dans votre poche ? Est-ce qu'à cette époque vous avez rêvé de faire des achats n'importe où et de ne pas avoir peur de vous retrouver en prison pour l'importation de produits interdits dans votre pays ?

La vie a changé depuis cette époque. Elle a changé assez vite. La République tchèque est devenue membre du regroupement qui existe sur le territoire depuis plusieurs années et maintenant elle fait front à ce dont elle rêvait depuis longtemps : faire partie de ceux qui déterminent les démarches prochaines dans l'évolution du territoire européen et ultérieurement dans le monde entier.

A partir de 2004, la République tchèque, avec d'autres pays, est entrée dans l'Union Européenne. Il est nécessaire que tous ces pays soient les plus homogènes possibles. C'est pourquoi la République tchèque travaille sur l'ajustement de tous les domaines pour s'approcher des standards de l'Union, c'est-à-dire qu'elle doit changer le fonctionnement de certains processus pour qu'ils répondent aux standards européens. Beaucoup de ces ajustements ont déjà été accomplis soit avant l'entrée elle-même, soit après l'année 2004 jusqu'à aujourd'hui. Par ces changements, elle vise à introduire la monnaie commune de l'Union Européenne, l'euro. Au moment du passage à la monnaie unique, elle n'utilisera plus sa monnaie nationale, la couronne tchèque, mais seulement la monnaie de l'Union Européenne. La monnaie unique est le résultat visé par l'Union Economique et Monétaire. Ce projet est au cœur de l'Union Européenne qui regroupe les pays utilisant l'euro et qui leur permet d'entrer dans la zone de libre-échange.

Comment la République tchèque a rejoint ce regroupement ? Pourquoi la monnaie unique ? Qu'est-ce que cela signifie pour la République tchèque ? Nous allons essayer d'y répondre.

Tout d'abord la première partie montre en détails l'évolution de l'Union Européenne et de l'Union Economique et Monétaire, autrement dit comment nous sommes arrivés à une

organisation supranationale de telle nature sur tout le territoire européen. De plus, nous allons voir la progression de l'idée d'avoir cette monnaie unique et son évolution. Puis nous allons nous concentrer sur la République tchèque. Nous étudierons l'impact de son adhésion à l'Union Européenne c'est-à-dire les changements nécessaires à faire. Enfin, nous verrons les prévisions de l'évolution dans le pays après l'introduction de l'euro.

1 CREATION DE L'UNION EUROPEENNE ET DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE

1.1 Création de l'Union Européenne

1.1.1 Naissance d'une Europe réunie

Dans la première partie nous allons voir comment l'idée de réunification des pays résidant sur un continent est née. Nous allons suivre son évolution à travers les siècles jusqu'à aujourd'hui.

1.1.1.1 Début de l'idée de l'Europe réunie

L'idée de réunir l'Europe n'est pas si récente. Nous pouvons remarquer les premières traces déjà dans l'histoire, à l'époque de la Grèce ancienne et aussi la tentative de la création de l'empire romain et du Saint Empire. Les tendances ont continué à travers les siècles. Les rois, plus tard les personnages éclairés, ont suivi les différentes idées de créer des alliances comme des regroupements de coopération mutuelle entre les pays, institutions européennes etc. L'idée la plus remarquable parmi les autres date des années 20 du vingtième siècle où l'autrichien Richard Coudenhove-Kalergi publie son livre Paneurope. Il s'agit de l'idée clé du 20ème siècle, siècle définit comme une époque des fédérations mais d'un autre côté l'Europe comme un territoire politiquement atomisé à la périphérie et sans la possibilité de regagner la position de grande puissance. Il a présenté le projet de Paneuropéen qui devrait devenir un partenaire égal aux Etats-Unis, à la Russie, la Grande Bretagne et la Chine quant à la puissance mondiale. La base de la coopération fonctionnant a été cachée dans la relation amicale entre la France et l'Allemagne. Cette idée a signifié le premier vrai projet de la coopération sur la plateforme européenne ; il a passionné un grand nombre d'hommes politiques qui ont, à partir de ce moment, commencé à parler plus de l'idée des Etats-Unis de l'Europe.

1.1.1.2 Deuxième Guerre Mondiale

La deuxième guerre mondiale a signifié un grand changement dans l'évolution de l'intégration. Les nations se sont rendu compte qu'il fallait nécessairement trouver des mécanismes pour empêcher la rivalité entre les pays. Plus de 700 représentants ont assisté à la

conférence à Haag aux Pays-Bas qui a eu lieu le 7 mai 1948. Le thème principal était de réunir les domaines-clés de la souveraineté des pays de l'Europe au profit d'une formation fédéraliste. Cependant, les représentants des pays à la conférence ne se sont pas rendu compte que cela était trop tôt après la fin de la guerre et que les pays étaient encore trop sensibles pour renoncer à une quelconque partie de leur souveraineté renouvelée. Les pays voulaient malgré cela se mettre d'accord sur une certaine coopération, alors le Conseil de l'Europe a été créé le 5 mai 1949 à Londres. Cela a été essentiellement le résultat de l'initiative du gouvernement français qui avait intérêt à intégrer l'Allemagne de l'Est à des structures de décisions.

1. 1. 1. 3 Plan Marshall

L'Europe en général étant en crise après la Guerre, elle avait besoin d'améliorer sa situation économique. Il existait les accords bilatéraux entre les Etats-Unis et les pays de l'Europe, mais cela ne suffisait pas. Il fallait une coordination de coopération plus globale. C'est à ce moment que le facteur très important pour la reconstruction de l'Europe après guerre est entre sur scène : le plan Marshall. Il avait pour but d'introduire le projet sur la base de la distribution de moyens financiers et matériels et dans ces termes d'aider à lancer le programme du renouvellement de l'économie dans l'Europe et par conséquent de libéraliser le commerce. Entre autres, les Etats-Unis ont vu la possibilité de créer des liaisons commerciales avec les pays européens, de s'installer en Europe et de commencer une coopération à long terme. Cependant, quand le plan Marshall a été présenté la conférence de Paris, il a été refusé par l'Union soviétique et évidemment par les pays sous son influence, y compris la République tchèque. Cette décision a montré la division de l'Europe en deux blocs : l'orient et l'occident.

En tous cas, les pays qui ont accepté la stratégie du plan Marshall ont bien vu le progrès quant à la coopération mutuelle. Les américains voulaient atteindre un résultat permanent ce qui veut dire que le plan avait besoin d'être précisément spécifié sur la distribution d'aide attribuée. C'est la nouvelle institution Organisation de coopération économique européenne (OCEE) qui devait en être en charge. A ses débuts cette organisation comptait 17 membres.

1. 1. 2 Premières intégrations

1. 1. 2. 1 Idée du marché commun en Europe

Malheureusement l'OCEE n'a pas apporté la profondeur de l'intégration dont on avait besoin. Très tôt les pays comme la France et les pays du Benelux ont commencé à entamer les négociations pour céder à des discussions sur la création de relations plus profondes. De plus, à

l'unanimité des visions sur l'intégration de l'Europe, le monde a senti l'influence de plus en plus marquante des Etats-Unis et de l'Union soviétique sur le marché, les deux pays dominant dans la structure des puissances économiques mondiales. Leurs produits ont substitué les pertes des producteurs européens. Cette situation a démarré l'idée de création d'un espace commun, un grand marché commun, qui serait capable de soutenir la concurrence et de pousser les prix vers le bas. Il fallait approfondir la coopération internationale qu'a proposée le plan Schuman qui porte le nom du Ministre des affaires étrangères français qui l'a présenté aux autres pays. Le vrai auteur de ce plan était le président du Commissariat du Plan, commissariat qui s'occupait de la reconstruction de l'économie française. Le plan a été accepté par les six pays (Allemagne, France, Luxembourg, Belgique, Pays-Bas, Italie) qui ont alors signé le traité sur la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) à Paris le 18 avril 1951.

1. 1. 2. 2 CECA

Le secteur du charbon et de l'acier a été le premier secteur intégré dans la politique internationale européenne. Cette organisation a donné des bases de la structure de fonctionnement des organismes de l'Union Européenne dans les années à venir car elle a lié les deux principes possibles : le supranational et l'intergouvernemental. La partie supranationale a été représentée par la Haute Autorité¹ et le paradigme intergouvernemental représenté par le Conseil. De plus, il existait d'autres organismes. Il s'agit de l'Assemblée de la CECA, l'ancêtre du Parlement européen actuel, qui avait le rôle de contrôle de la Haute Autorité. C'est l'Assemblée qui pouvait faire démissionner la Haute Autorité. La dernière partie de la structure institutionnelle de la CECA a été le Court de Justice.

La création de la CECA a aidé à régler les relations entre les pays après la Deuxième Guerre Mondiale. La gestion du secteur du charbon et de l'acier grâce à ce modèle international se montrait avoir du succès. C'est pourquoi on n'avait pas peur de continuer l'intégration. Le mode le plus convenable paraît être celui de Jean Monnet qui voulait démarrer la coopération dans un autre secteur et comme l'importance du charbon et de l'acier diminuait petit à petit, il a proposé le secteur de l'énergie nucléaire. Celle-ci a été considérée comme une ressource peu chère et surtout renouvelable. Cette fois il fallait étendre le champ d'activité de plusieurs pays, dépasser le cadre de la CECA. Les discussions sur la forme de l'évolution de la coopération ont maintenant encadré en plus les secteurs de l'agriculture et du transport. Les représentants ont aussi mentionné la vision dans marché commun. Après de nombreuses analyses et des discussions les pays se sont mis d'accords et ont négocié les conditions pour la fondation de

¹ Nom de la Commission Européenne à l'époque

deux nouvelles organisations, l'EURATOM et la CEE, le 27 mars 1957 à Rome. Les deux ont été des résultats des conceptions proposées.

1. 1. 3 Réunification et élargissement de l'Europe

1. 1. 3. 1 Traités de Rome

L'énergie nucléaire et le soutien de l'utilisation pacifique sont devenues l'objet principal de la première des deux organisations : l'EURATOM. Comme il s'agit du même type d'organisation, d'intégration sectorielle, elle devrait fonctionner dans le même sens que la CECA. L'idée était bonne, mais la mauvaise communication entre les membres et d'autres problèmes d'EURATOM ont fait que l'organisation n'a pas eu tellement de succès. Elle n'a pas réussi à atteindre l'influence que la CECA possédait et elle n'a pas mis au point l'idée du marché commun en ce qui concerne l'énergie nucléaire.

Le deuxième traité aborde la problématique du marché commun européen : la Communauté économique européenne (CEE). D'après les déterminations du traité, la Communauté est bâtie sur des principes de solidarité, compétitivité, pactes anticartels et harmonisation du droit des Etats-membres. Le but paraissait simple : établir le marché commun avec la libre circulation des personnes, des biens et services et des capitaux. Le plan étant assez ambitieux, il avait cependant besoin de moyens de soutien. C'est pourquoi la Banque centrale d'investissement qui fournissait des prêts avantageux et le Fond social européen qui coordonnait la politique sociale ont été créés. La structure institutionnelle a été reprise d'après le modèle de la CECA à savoir la combinaison des aspects supranationaux et intergouvernementaux, c'est-à-dire l'aspect supranational présenté par la Commission qui dirigeait et représentait la Communauté à l'extérieur et aussi le Conseil qui remplissait le point de vue intergouvernemental. En réalité la CEE profitait des institutions déjà existantes, notamment l'Assemblée et la Court de Justice qui ont été élargies à un plus grand nombre de délégués.

Nous avons alors la situation de trois institutions sur le territoire d'Europe : la CECA, l'EURATOM et la CEE. Toutes ces institutions fonctionnaient séparément mais en même temps et coopéraient notamment pour la question de la création d'un marché commun. Les représentants des pays membres se sont mis d'accord pour simplifier et clarifier le mécanisme intérieur du fonctionnement et la communication. Ils ont trouvé une solution en 1965 quand ils

ont signé le traité de fusion. Depuis ce moment il existe une seule institution, la Communauté économique européenne avec ses institutions auxiliaires.

1. 1. 3. 2 Crise de la CEE

Entre temps, la CEE devait faire face à des visions différentes des Etats membres. La communauté comptait six membres et à ce moment-là la Grande Bretagne, le Danemark et l'Irlande ont demandé d'adhérer à la Communauté. Les demandes ont été acceptées par tous les pays sauf la France avec le Général de Gaulle à sa tête. C'est lui, qui a refusé en 1963 d'accepter la Grande Bretagne car il aspirait à ce que la France tienne la position dominante dans la Communauté et la Grande Bretagne représentait un concurrent fort. Par contre, il a justifié sa décision par les mots suivants : *« l'Angleterre est un pays insulaire, maritime et elle est étroitement liée à des pays divers et très souvent lointains »*. On peut dire que ce refus a signifié l'arrêt des pensées à élargir la communauté et a lancé la crise de la Communauté.

Bien sûr il existait d'autres raisons pour parler de la crise de la Communauté qui a persisté jusqu'à la fin des années 60 quand Georges Pompidou est devenu Président de la France. Sa politique était dirigée vers la coopération avec la Grande Bretagne ce qui a eu pour conséquence de recommencer à approfondir l'intégration de la Communauté. Les Etats membres ont décidé pendant le sommet de Haag de renouveler les buts et la direction de l'intégration. Entre autres les débats de l'élargissement la Communauté ont été renouvelés.

1. 1. 3. 3 Elargissements

Les trois pays de la première tentative (la Grande Bretagne, le Danemark et l'Irlande) avec le quatrième candidat, la Norvège, ont postulé de nouveau dans le cadre du premier élargissement, appelé l'élargissement au Nord.

Pour la Grande Bretagne l'appartenance à la Communauté est devenue une nécessité si elle voulait être une partie d'un grand territoire commun pour le marché. En ce qui concerne l'Irlande, l'adhésion a été prédéterminée par les décisions de l'Angleterre. Un scénario quasi identique a été suivi au Danemark. Ces pays sont devenus membres en 1973. Par contre les Norvégiens ont dit non au référendum à cause des inquiétudes de la menace de leur industrie de pêche.

Dès que ces pays ont définitivement adhéré, la CEE redevait faire face à de nouvelles demandes des autres pays. Cette fois-là il s'agissait des pays qui ont gagné leur démocratie

pendant les années 1974 et 1975 : la Grèce, le Portugal et l'Espagne. On parle de l'élargissement au Sud. Ces pays ont montré que la nature de la CEE a changé. Ce n'était plus une organisation économique, mais elle est devenue une organisation politique. Il était important que les nouveaux pays adhérents respectent les principes de la démocratie, garantissent les droits de l'homme et sa liberté mais ils devaient aussi avoir un certain niveau économique. La Grèce a accompli ces conditions la première et est entrée dans la Communauté en 1981 suivie par le Portugal et l'Espagne en 1986. C'est la Grèce qui s'est occupé de l'aspect politique de la Communauté. A l'époque, le pays était terrorisé par les Turcs et, par l'appartenance à un tel regroupement, elle a manifesté sa position anti-Turcs et a accepté de respecter les droits de l'homme et sa liberté.

1. 1. 3. 4 Acte unique

Une fois que la CEE a fini cet élargissement, elle a dû faire face à son évolution économique dans le monde. Il y avait des obstacles et des barrières à surpasser pour établir le marché commun. Il faut souligner que toutes les décisions ont été prises par le Conseil des Ministres de la CEE. Leur activité d'intégration était influencée par des intérêts nationaux et les autres institutions étaient trop faibles pour intervenir dans les décisions. Les Etats membres n'étaient de plus pas tout à fait d'accord en ce qui concerne la direction de l'intégration prochaine. Ils se sont, à cause de ce fait, réunis au sommet de Bruxelles en 1985 pour réviser les problématiques de la réforme des institutions, de la coopération internationale et aussi la question déjà mentionnée de la direction de l'intégration. Les résultats de ce sommet ont été incorporés dans le document de l'Acte unique. Il s'agit de l'annulation du droit de veto dans certains domaines pour accélérer le processus de décision, de l'intégration du Parlement européen au processus législatif et aussi d'établir de nouveaux buts pour la CEE. D'après l'Acte unique, la CEE devait s'orienter vers l'acceptation d'une monnaie commune et aussi vers une coopération internationale plus étroite.

Ce plan assez ambitieux avait le soutien de la majorité des Etats membres. Cependant, ce n'était qu'une avant-garde du processus plus important qui allait changer la nature de la communauté : le Traité de Maastricht. Pendant les conférences de l'année 1990n les Etats membres ont fait l'effort de créer une union politique. La question elle-même était la direction de l'intégration. La première possibilité était de rester au nombre actuel de membres et d'essayer d'approfondir leur niveau d'intégration. La deuxième possibilité parlait de l'orientation vers un autre élargissement et laisser la forme de la communauté en l'état. Les pays comme l'Autriche, Chypre, Malte, la Suède, la Finlande, la Suisse et la Norvège ont demandé à devenir membre ; ils

ont dit oui à leur entrée dans l'Union par référendum, sauf la Norvège. Ils sont devenus membres le 1^{er} janvier 1995. Jacques Delors était à la tête de la Commission qui a imposé d'avancer dans les deux sens. D'après lui, l'élargissement était indispensable quant au progrès économique général dans le monde. Il voulait en même temps travailler sur l'approfondissement de la Communauté ce qui devait être accompagné par la supranationalisation des institutions. Cette vision n'était pas supportée par la Grande Bretagne avec Margaret Thatcher à sa tête. En tous cas les pays à la présidence, le Luxembourg suivi par les Pays-Bas, ont défini la proposition du traité sur l'Union Européenne. Le Luxembourg a proposé le modèle d'un temple avec 3 piliers ; le premier pilier contient les acquis communautaires, c'est le pilier supranational aux politiques relatives : Politique Agricole Commune, union douanière, marché intérieur, Euro etc. ; le deuxième comprend la Politique étrangère et de sécurité commune, coopération intergouvernementale en matière d'affaires étrangères et de sécurité sociale ; le troisième pilier est formé par la coopération policière et judiciaire en matière pénale en termes de coopération intergouvernementale. Les Pays-Bas ont créé une alternative au modèle de Luxembourg : le modèle de l'arbre. L'idée était de bâtir sur des bases communes et diviser les activités de l'Union et en plus de renforcer la position de la Commission et le Conseil. Enfin, les représentants de la conférence intergouvernementale se sont mis d'accord sur la conception de la division des activités d'après le modèle du temple.

1. 1. 4. Europe à partir de 1992

1. 1. 4. 1 Traité de Maastricht

Ce traité sur l'Union Européenne qui a été signé le 7 février 1992 à Maastricht a signifié une avance vers le caractère supranational de la Communauté. De plus, l'Union s'est désignée comme un sujet des relations internationales et veut développer l'identité politique externe.

Il ne faut pas oublier de mentionner comment le Traité de Maastricht a révisé les étapes de l'Union monétaire. Le document a pris sa source dans les buts formés par l'Acte unique. Cette fois, il était proposé d'établir l'Union monétaire dans trois étapes. Les préparations ont entre temps commencé en 1990. La deuxième étape était destinée à établir la structure institutionnelle pour assurer le fonctionnement de la monnaie commune. La troisième étape, la plus importante, devait ancrer les taux de change entre les monnaies des pays qui entrent dans le système. De plus le passage de la deuxième à la troisième étape était sous condition de l'accord du Conseil. La conception était accompagnée par la publicité des critères de convergence obligatoires pour les pays. Le traité de Maastricht supposait le début de la troisième étape entre 1997 et 1999.

1. 1. 4. 2 Traité d'Amsterdam

Les années 90, dans l'évolution de l'Union Européenne, ont porté leur orientation vers des pays postcommunistes, pays de l'Europe Centrale et Orientale (PECO) ; le nombre des intéressés à entrer a atteint 12. Cette exigence avait pour conséquence la révision de fonctionnement des institutions de l'Union, plus précisément de voir le financement et les principes de la politique commune. Ces deux phénomènes ensemble ont dépassé le cadre des projets du marché commun et des activités d'intégration déjà réalisées (monnaie commune, territoire sans frontières internes...) En 1995, à l'occasion de la conférence à Messina, le Groupe de Réflexion a été nommé ; composé des représentants des pays membres, du Parlement Européen et de la Commission, ils ont préparé un document de base pour des négociations à venir. Ils ont précisé les points les plus importants auxquels il faudra faire face à ce moment là. D'après eux, le domaine le plus important c'était l'élargissement suivi par le passage à la troisième étape de l'Union monétaire, la modification des revenus propres de la Communauté et les perspectives financières de la Communauté et pour finir, la simplification et clarté de l'activité des institutions. Ces enjeux sont devenus les thèmes principaux des sommets de Dublin (1996) et principalement d'Amsterdam (1997) où on a trouvé des réponses finales. Celles-ci forment le nouveau Traité d'Amsterdam signé le 2 octobre 1999. Ce traité s'est concentré sur les institutions et leur fonctionnement insuffisant. Il a introduit le système de l'intégration flexible, autrement dit la coopération renforcée, ce qui voulait dire que les Etats qui souhaitaient une intégration plus rapide, plus approfondie n'étaient plus freinés par le veto d'un des autres pays. Par contre les Etats membres qui n'étaient pas d'accord avaient le droit d'arrêter le processus mais seulement dans les cas de raisons importantes de la politique nationale.

1. 1. 4. 3 Elargissement 2004 et 2007

Parlons maintenant plus profondément de la problématique déjà mentionnée, le plus grand élargissement de l'Union auquel la Communauté a fait face. Si on commence à tracer les débuts de la coopération on voit les premières interactions après la fin de la guerre froide, après la chute du communisme, mais il n'existe pas de résultats matériels. On peut dire que la coopération réelle a commencé en 1989 quand les Etats de l'Union ont décidé d'aider les pays postcommunistes par la création de la Banque Européenne pour la reconstruction et le développement qui devait être l'outil d'aide destiné à financer les programmes d'éducation, de formation et de développement de nouvelles technologies dans les PECO. Ensuite un nouvel

outil de financement est né : PHARE². La liste des pays inclus dans PHARE a été étendue et à la fin elle a compris 16 pays, parmi lesquels la République tchèque. Les premiers accords associatifs ont été signés en 1991 entre l'UE et la Pologne, la Hongrie et la République tchèque. Quelques années plus tard nous nous trouvons dans la situation de l'Agenda 2000. Ce document montre comment les pays candidats sont prêts à entrer à l'UE ainsi que les conséquences de leur entrée. Les opinions positives entraînent l'élargissement de 15 à 25 pays membres le 1^{er} mai 2004 : les nouveaux membres étaient l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Slovaquie, la Slovénie, Malte, Chypre, la République tchèque suivis par la Roumanie et la Bulgarie le 1^{er} janvier 2007.

1. 1. 4. 4 Traité de Nice

Par la ratification du Traité d'Amsterdam seulement une partie des changements est entrée en vigueur. Cependant on a parlé de plus en plus de l'élargissement prévu alors il fallait de nouveau ajuster les institutions pour qu'elles soient parfaitement prêtes pour le plus grand élargissement. Le résultat de ces débats est le traité de Nice, signé en 2001. Jusqu'à aujourd'hui c'est le dernier document modifiant le droit primaire de l'UE. Dans ce document l'UE a souligné l'importance des changements nécessaires quant aux institutions, encadrement des compétences envers des Etats membres y compris le principe de la subsidiarité et la position de la Charte des droits de l'UE.

1. 1. 4. 5 Une Constitution pour l'Europe

Le dernier point à traiter est la tentative de remplacer tous les traités actuels dans le système par un seul document qui devait de plus introduire les modifications les plus visibles. Il s'agit principalement des innovations dans le cadre institutionnel. La Constitution pour l'Europe devait renforcer le rôle du Parlement Européen, instaurer le poste du Président (au lieu de la présidence tournante) et du Ministre des affaires étrangères. Le document assez innovateur qui voulait changer la nature de toute la Communauté n'a pas eu de succès. Comme tous les documents, il devait être ratifié par tous les pays membres, mais la France suivie des Pays-Bas a dit non au référendum ce qui signifiait que l'on allait en rediscuter deux ans après.

² Pologne – Hongrie Assistance à la reconstruction des économies

1. 2 Création de l'Union Economique et Monétaire

La création de l'Union Economique et Monétaire (UEM) est considérée être la plus contradictoire de la Communauté. Il faut prendre en considération que le territoire de la monnaie unique doit atteindre le niveau d'intégration pour que la mobilité des capitaux et de main-d'œuvre puisse remplacer le fait que les pays perdent leur outil de politique monétaire. La Communauté est considérée être très hétérogène avec peu de mobilité de la main-d'œuvre et des capitaux. Les raisons peuvent être trouvées dans les différences historiques, politiques, culturelles et linguistiques ; chaque pays a besoin d'une approche différente.

1. 2. 1 Début de l'idée de l'UEM

Les premières mentions de la coordination des aspects économiques et monétaires datent du Traité de Rome de 1957. Ce traité définit le développement de l'économie et essaie de maintenir la balance de paiement équilibrée, le taux de chômage au plus bas ainsi que la stabilité des prix à un haut niveau. Les débuts de l'intégration monétaire sont dus à l'affirmation que la politique de taux de change est une matière de « l'intérêt commun ». Ce domaine avait une forme institutionnelle : le comité monétaire composé des membres de la Commission, des représentants des Banques Centrales et des Ministres des Finances de tous les pays membres. En tous cas, le Traité de la CEE ne dépasse pas le cadre de la coopération car les questions-clés ont été conclues dans le système de Bretton-Woods. Ce système voulait dire que les monnaies étaient rattachées au dollar avec un taux de change fixe. Le dollar était couvert par l'or et était la monnaie de réserve.

Les années 60 ont révélé une avance dans la création progressive de la politique monétaire de la Communauté. Le commissaire pour les domaines économique et financier, Robert Marjolin, a proposé la Plan d'action qui supposait la création du fond de réserve, de la Banque Centrale et de la monnaie commune. Dans la deuxième moitié des années 60, on assiste à un ralentissement de la progression avec la crise politique de la Communauté. Le changement est arrivé à l'occasion du sommet de Haag en 1969. D'après Loukas Tsoukalis, économiste, c'est le résultat de deux facteurs : la désobéissance des Etats-Unis de garantir la stabilité du système monétaire et puis l'accomplissement des principes de la Politique Agricole Commune (basée sur la stabilité monétaire)

1. 2. 2 Première tentative de l'UEM

Le sommet de Haag a été entre autres une plateforme pour le plan Werner. Il s'agit d'une expertise nommée L'Union Economique et Monétaire. L'UEM devait être progressivement établie en trois phases et terminée par l'installation de la monnaie unique en 1980. La base du plan était le système de rattachement mutuel des monnaies européennes qui étaient toutes rattachées au dollar américain. Le plan a été finalement accepté. La Commission a décidé de lancer la première étape durant 3, maximum 5 ans, le 1^{er} janvier 1971. Le but principal était de lancer le programme de convergence pour allier les économies des Etats.

En 1971 le président américain Nixon a affirmé la suppression de la convertibilité du dollar et ensuite la fermeture du marché des devises. Les pays ont quitté le système du rattachement au dollar ; entre temps la Communauté préparait le passage à la deuxième phase de l'UEM. La Commission a souligné la nécessité durant cette phase de l'augmentation de la coordination de la politique budgétaire, le soutien de diminuer le chômage et l'augmentation de la croissance économique. Malgré cela, le groupe de Robert Marjolin, après avoir examiné le progrès, a affirmé que les Etats ne sont pas plus proches de l'UEM qu'en 1969 et qu'il n'y a pas de résultat considérable. Il a donné les raisons suivantes : les conditions globales dans les années 70, l'absence de volonté politique des gouvernements européens, leurs tendances à choisir les solutions individuelles et leur identification insuffisante avec le projet de l'Union économique et monétaire.

1. 2. 3 Système Monétaire Européen

Même si ce projet n'est pas mené à bien, la Communauté savait bien qu'il fallait stabiliser les taux de change européens. Le nouveau commissaire, Roy Jenkins, a présenté le projet du Système Monétaire Européen (SME) qui est effectivement entré en vigueur le 13 mars 1979. Le projet a été élaboré par la Commission en coopération avec le chancelier allemand Schmidt, le président français Giscard d'Estaing et aussi avec le Comité monétaire. L'article le plus important de ce projet était la création de l'ECU (European Currency Unit ; Unité Monétaire Européenne) L'ECU était considéré comme un moellon du nouveau système où les monnaies européennes forment le panier monétaire commun.

Le SME a engendré un grand changement dans la façon de considérer les enjeux dans la Communauté car il a introduit l'obligation d'intervenir pour soutenir la stabilité des monnaies européennes. En plus, il existait un mécanisme des crédits pour fournir des crédits aux pays en

cas de besoin pour équilibrer les fluctuations de la monnaie. Le SME était basé sur deux points de repère : l'ECU et le Mécanisme Européen de Change.

Le premier, l'ECU, était représenté par le panier de toutes les monnaies comprises et avait une valeur fixe déduite des participations des monnaies. La participation correspondait à la force économique de chaque pays. L'ECU devait servir de monnaie de réserve, mais il avait d'autres fonctions. En ce qui concerne les intéressés privés et commerciaux, il aidait à éviter les fluctuations de taux de change. Son rôle principal était fondé sur l'utilisation à l'intérieur de la Communauté, par exemple pour établir le budget. Le deuxième point de repère était le Mécanisme de Change déjà mentionné, basé sur les taux de changes fixes, mais ajustables.

Même si l'introduction du SME était appréciée dans le domaine de la stabilité du cadre monétaire, elle devait faire face à des crises lorsque les monnaies dévaluaient et réévaluaient à cause des attaques spéculatives. Le SME ne pouvait pas prévenir cette situation. Comme le SME fonctionnait entre 1979 et 1999, nous pouvons estimer que son activité était plutôt positive grâce à la garantie partielle de la stabilité des monnaies européennes et aussi grâce au fait que les pays européens sont devenus, à ce moment, prêts à accepter le projet de l'UEM (révisé). D'un autre côté, le SME n'a pas assez engendré de croissance dans la Communauté dans le domaine monétaire, généralement à cause, de nouveau, de la volonté insuffisante des Etats membres.

1. 2. 4 UEM

Dès que Jacques Delors est devenu le président de la Commission Européenne (1985) il a souligné dans son discours que l'idée de l'UEM est un but nouveau dans le procès de l'intégration. D'après lui, la monnaie unique est une démarche indispensable, liée non seulement à l'intégration économique mais aussi à la construction de l'union politique. Son projet de droit primaire a été incorporé dans le Traité de Maastricht, dans le premier pilier. Les objectifs de l'UEM ont été déterminés en même temps : elle devait aider à la réalisation du marché intérieur commun en facilitant les échanges entre les pays, en augmentant la croissance économique et en faisant l'effort de rendre les monnaies stables et puissantes (en évitant les spéculations sur les monnaies ce qui a causé la crise du SME dans les années 90)

L'UEM comprend trois aspects : l'aspect de l'intégration économique, l'intégration monétaire et les critères de convergence. L'intégration économique est basée sur l'acceptation des politiques nationales des Etats membres. Dans le centre de l'attention se trouvent principalement les déficits des finances publiques. La Commission a le droit de contrôler leur performance. Si l'Etat ne réagit pas aux recommandations, la Commission peut arrêter de fournir

des crédits à l'Etat et peut accorder une amende. Quant à l'intégration monétaire, il est important que les taux de change soient établis et que le fonctionnement dans le cadre institutionnel soit résolu avant de lancer la troisième phase de l'UEM. Le troisième aspect, le plus important, ce sont les critères de convergence. Il s'agit des conditions que les pays doivent remplir pour assurer la plus grande homogénéité possible dans les pays qui allaient devenir membre de la zone euro. Il fallait suivre les quatre indicateurs : stabilité des prix, finances publiques, évolution de taux d'intérêt et stabilité de la monnaie prouvable par la participation au SME pour une période au moins de deux ans. Nous allons voir la performance de ces critères en République tchèque dans le troisième chapitre.

Critères de convergence :

1) le taux d'inflation du pays membre (mesuré d'après les prix à la consommation) ne peut pas dépasser pendant une période d'un an avant la décision d'entrer dans l'UEM le niveau de l'inflation moyenne de trois pays ayant l'inflation la plus basse multiplié par 1,5%

2) le déficit budgétaire du secteur public ne peut pas dépasser à long terme 3% du PIB. Le critère n'est pas rompu si les limites approuvées sont temporairement et exceptionnellement dépassées ou bien si le déficit diminue constamment et expressivement vers le niveau de 3%.

3) la dette totale du secteur public ne peut pas à long terme dépasser 60% du PIB. Le critère n'est pas rompu si la dette totale s'approche suffisamment vite de la limite approuvée.

4) la monnaie doit être conservée dans la zone de fluctuation approuvée du mécanisme de taux de change du SME sans dévaluation envers d'autres monnaies pour une période d'au moins deux ans avant la décision d'adhérer l'UEM.

5) le niveau des taux d'intérêt à long terme ne peut pas dépasser pendant une période d'un an avant la décision d'adhérer l'UEM plus de 2% de la moyenne de trois pays avec la stabilité des prix la plus haute

Pour bien fonctionner il fallait assurer le cadre institutionnel, ce à quoi correspondent la Banque Centrale Européenne et le Système Européen des Banques Centrales (SEBC). D'après l'harmonogramme de l'UEM, l'activité de la BCE et du SEBC devait commencer au début de la troisième étape. Comme l'établissement de l'UEM était divisé en trois phases, chacune était marquée d'un développement dans le domaine de création des institutions monétaires. Le Traité sur UE a institué l'Institut Monétaire Européen (IME) dirigé par des gouverneurs des banques centrales nationales. Après le passage à la deuxième phase, ceux-ci ont été remplacés par des

gouverneurs des banques nationales. L'IME avait pour but de coordonner les politiques monétaires des Etats membres, soutenir la coopération des banques centrales nationales, soutenir et assister l'utilisation plus vaste de l'ECU et noter comment les Etats membres sont prêts à entrer à la troisième phase. Celle-ci signifie le remplacement de l'IME par le SEBC assemblé de la Banque Centrale Européenne et des banques centrales de chaque pays membre. Son rôle était de maintenir la stabilité des prix, soutenir la politique économique, définir et exécuter la politique monétaire de la Communauté et s'occuper des opérations de devises. La Banque Centrale Européenne (BCE) est la seule qui a le droit d'émettre les billets de banque dans la Communauté.

1. 2. 5 Réalisation de l'UEM

La réalisation du projet de l'UEM était divisée en trois phases dont chacune était typique. Pendant la première phase (1^{er} juillet 1990 – 31 décembre 1993) le marché intérieur commun a été achevé (31 décembre 1992) et a commencé la libre circulation des capitaux et services financiers. Dans la deuxième phase (1^{er} janvier 1994 - le 31 décembre 1998), l'IME avait le rôle principal. Il est nécessaire de mentionner que les Etats membres devaient assurer que leurs banques centrales deviennent indépendantes. De plus, c'est alors que les pays devaient accomplir les critères de convergence. Le passage à la troisième phase était conditionné par l'accomplissement de ces critères sinon les pays ne pouvaient pas accepter la monnaie commune. L'étape a commencé le 1^{er} janvier 1999 et a fini par l'introduction de l'euro, monnaie unique, le 1^{er} juillet 2002. Dans cette phase l'IME est remplacé par le SEBC déjà mentionné.

Tout d'abord il fallait choisir les candidats qui pouvaient passer à la troisième phase, autrement dit ceux qui avaient accompli les critères de convergence. D'après le rapport publié en 1995 par l'IME les pays réalisent les critères de l'inflation et de taux d'intérêt mais le problème général est le déficit budgétaire. Le même résultat était constaté par la Commission. Par contre seulement le Luxembourg et l'Irlande pouvait être fiers d'atteindre les mesures demandées. Les autres pays avaient besoin de plus de temps pour régler les domaines insuffisants.

La Commission essayait de faciliter les aspects du passage à une nouvelle monnaie par le document qui s'appelle Le livre vert³ des mesures pour introduire l'euro. La Commission y a supposé que l'euro devient premièrement, la monnaie de transaction des banques centrales, deuxièmement, le moyen des paiements en numéraire et finalement, l'entre physique dans le

³ Document où la Commission Européenne recommande des processus plus convenables pour faciliter le passage à l'euro

circuit. Ensuite, il est considéré nécessaire d'accomplir les aspects techniques au niveau de l'UE y compris la proposition des pièces de monnaie et des billets de banque. La Commission s'est mis d'accord sur le plan suivant d'introduction de l'euro :

Phase A 1998	au cours de la phase	Décision de quels pays vont participer à l'UEM
		Création de SEBC et BCE
		Assurance de la compatibilité des législations nationales
		Production des pièces de monnaie et des billets de banque
		Plan pour ajuster les secteurs financier et bancaire
Phase B 1999 - 2001	1er janvier 1999	Fixation des taux de change des pays participant vers l'euro
		Introductions du circuit en numéraire de l'euro
		Responsabilité de la politique monétaire déléguée à SEBC
		Les marchés interbanques, monétaires, capitaux et boursiers utilisent euro
	au cours de la phase	Institutions financières et bancaires continuent l'ajustement de la monnaie
	Passage des unités économiques à l'euro à volonté	
Phase C 1.1.2002 - 30.6.2002	1er janvier 2002	Introduction des pièces de monnaie et des billets de banque
	au cours de la phase	Finition de la conversion du secteur bancaire à la monnaie unique
		Toutes les transactions en euro
		Retrait de la monnaie nationale
		Finition de la conversion du secteur privé à la monnaie unique

source: Fiala, P., Pitrová, M., *Evropská Unie*

Au début de l'année 1996, l'UEM était presque prête formellement à passer à la troisième étape de l'UEM sauf qu'il y avait encore un problème posé par l'Allemagne qui elle voulait le renforcement de l'évaluation des critères de convergence. Ce problème était résolu par le Pacte de la stabilité et croissance (économique) Le document devait garantir le maintien de la politique budgétaire au niveau acceptable avant le passage à l'euro et même après son introduction avec la possibilité d'une amende au cas de dépassement des limites. La version finale a été acceptée à l'occasion du sommet à Amsterdam en 1997. Elle comprenait deux parties : le Pacte lui-même et deux indications d'exercer avec des mécanismes de prévention dans le secteur financier et aussi des moyens de sanction. Les Etats se sont mis d'accord pour équilibrer les déficits des finances publiques et diminuer la dette publique. Ce Pacte portait son importance dans la capacité d'assouplir les craintes des pays de l'instabilité des facteurs économiques qui détériorent la stabilité de l'euro.

La date du 1^{er} janvier 1999 est essentielle dans l'histoire de la création de l'UEM car elle est passée à la troisième étape. D'après la révision des données de 1995 quand seulement le Luxembourg et l'Irlande étaient capables de réaliser les conditions pour y passer, en 1998 le Conseil a confirmé que maintenant onze pays (Belgique, Luxembourg, Finlande, France, Irlande, Italie, Allemagne, Pays-Bas, Portugal, Autriche, Espagne) étaient prêts et remplissaient les conditions

Nous avons expliqué ci-dessus l'évolution de l'UE et l'UEM et pourquoi introduire la monnaie unique européenne : l'euro. Depuis 2004, la République tchèque fait partie du regroupement des pays de l'UE qui ont acceptés les règles communes et qui visent le même but. Par la signature du traité de l'entrée à l'UE nous avons exprimé notre accord avec l'acceptation de toutes ces règles. Cependant, leur implémentation dans notre loi a commencé avant l'entrée elle-même dans le cadre des préparations à l'entrée. Pour l'instant la République tchèque ne remplit pas les conditions d'introduction de la monnaie unique. Dans la partie suivante, nous allons expliquer dans quel état la République tchèque se trouve et ce qu'il faut faire pour l'acceptation de la monnaie commune.

2 CONSEQUENCES ET PREVISIONS POUR L'ECONOMIE TCHEQUE

2.1 Accomplissement des critères de convergence

Aujourd'hui la République tchèque se trouve dans la troisième étape de l'UEM, mais apparemment les conditions de l'utilisation de la monnaie commune ne sont pas remplies. La République tchèque a obtenu (avec les autres pays) un délai de sa mise en place. Mais comme il ne s'agit pas du délai permanent comme pour la Grande Bretagne ou le Danemark, il faut remplir les conditions qui empêchent le passage à l'euro le plus tôt possible. Il s'agit des critères de convergence mentionnés dans le chapitre 2. 4. défini par le Traité de Maastricht.

Le Ministère des Finances publie chaque année un annuaire où il analyse les progrès dans chaque domaine et définit l'état des lieux de notre économie.

2.1.1 Stabilité des prix

La première condition parle de la stabilité des prix, du niveau de l'inflation qui ne doit pas dépasser la moyenne des trois pays où l'inflation est la plus basse. La Commission Européenne et la BCE prennent la Finlande, la Suède et le Danemark comme point de repère. D'après ce critère là, la République tchèque remplit cette condition depuis déjà 2005. Par contre le Ministère a prévenu en 2004 qu'en 2008 le taux d'inflation n'était pas à un niveau acceptable. Le problème est représenté par la réforme des finances publiques, son ajustement des impôts indirects et aussi l'harmonisation avec la loi européenne à savoir principalement l'augmentation du taux d'imposition réduite (par exemple 5 % pour la presse au lieu de 19 %), impôt sur la consommation des cigarettes et impôt écologique. On suppose que dès que cet impact disparaîtra, le taux d'inflation reviendra à un niveau acceptable et plus favorable.

2.1.2 Déficit budgétaire

La deuxième condition concerne le déficit budgétaire qui ne doit pas dépasser 3% du PIB. En 2004, la République tchèque devait lancer le programme pour restaurer le taux de déficit car elle était très déficitaire. Elle s'est mise d'accord avec le Conseil des ministres ECOFIN de diminuer le déficit budgétaire au niveau de 3% vers 2008. Malheureusement, le système ne

permet pas de remplir ce critère. De plus, à cause des dépenses de 2007, le déficit va apparemment encore augmenter (cf. annexe 1 : Evolution du déficit budgétaire en République tchèque) Cependant le gouvernement a pris la décision d'atteindre le niveau de 3% du PIB en 2008, 2,6% en 2009 et 2,3% en 2010. Le gouvernement change considérablement le système fiscal ce qui devrait assurer un meilleur fonctionnement des finances publiques. D'après le programme que le gouvernement a mis en adoption à l'Assemblée Nationale, il faut que la croissance économique du pays ne cesse pas d'augmenter. Dans ce cas là le gouvernement n'est actuellement pas capable d'assurer de le maintenir sous le niveau de 3% du PIB.

2. 1. 3 Finances publiques

La troisième condition des critères de convergence définit dans le Traité de Maastricht établit un niveau de 60% du PIB de la dette totale des finances publiques. Heureusement la République tchèque ne voit pas de contrariété dans ce point-ci. Elle dégage constamment les mêmes chiffres, soit environ 30% du PIB (cf. annexe 2 : Evolution de la dette totale des finances publiques en République tchèque)

2. 1. 4 SME

La quatrième condition prévoit que la monnaie soit incluse dans le SME pour au moins deux ans. La République tchèque ne fait pas encore partie du SME alors nous ne pouvons pas noter si ce critère est rempli ou pas. Comme la date de l'acceptation de l'euro n'est pas encore définie, nous ne pouvons pas constater la date de l'adhésion au SME. La stratégie recommande de ne pas y participer pour une période plus que nécessaire. Alors, il faudra rejoindre le SME dès que la République tchèque sera bien prête pour changer sa monnaie juste après la période de deux ans dans le SME. Dans le SME, l'amplitude de fluctuation du taux de change approuvée est de 15%. Théoriquement, si la couronne tchèque était déjà comprise dans le système, elle remplirait bien la condition (cf. annexe 3 : Evolution de taux de change de CZK par rapport à EUR) On peut constater qu'à long terme la couronne tchèque renforce sa position par rapport à l'euro.

2. 1. 5 Taux d'intérêt

La dernière et cinquième condition concernant les taux d'intérêt ne paraît pas être difficile à remplir car la République tchèque s'approche de la moyenne des 3 pays qui ont le taux d'intérêt le plus stable. Ces pays sont déterminés chaque année.

Sur les cinq conditions qui sont essentielles pour pouvoir lever l'exception et être membre de l'UE de plein droit, seulement deux sont remplies sans problème. Il s'agit du taux d'intérêt et du niveau de la dette qui sont sous la limite donnée par l'UE.

Il faut se concentrer sur les trois conditions qui restent. Le gouvernement a déjà fixé le programme pour restaurer la balance du déficit budgétaire vers l'an 2010. En ce qui concerne l'inflation, le gouvernement suppose qu'après la stabilisation des prix nouveaux, le taux d'inflation va retomber à un niveau bien acceptable. Enfin, pour la participation au SME, nous avons expliqué ci-dessus que la République tchèque va y adhérer dès qu'elle sera prête aux termes des critères de convergence.

2. 2 Plan national de l'introduction de l'euro

Maintenant que la République tchèque a signé le contrat et a accepté la monnaie unique, elle doit suivre les processus donnés lors de la signature du contrat. Nous avons déjà vu quelle a été la situation économique en 2007 et comment nous avons réussi à faire converger les cinq indicateurs clés. Ce chapitre est consacré à comment il faut se préparer au passage lui-même. Il n'est pas possible de changer la monnaie d'un jour à l'autre. Même si la République tchèque sera prête en termes économiques, nous ne pouvons pas oublier les aspects techniques, institutionnels et législatifs.

Pour bien remplir ces conditions, le gouvernement a créé un harmonogramme. Il s'agit d'un document qui trace les phases de la préparation du pays, détermine ce qu'il faut faire et quand, qui donne les mesures nécessaires à prendre pour ajuster tel ou tel domaine, qui recommande les processus aux administrations. Il n'est pas possible de préciser les démarches des conditions par une date.

En tous cas il existe 4 phases définies par les actions à effectuer. La première se situe avant la participation au SME. La République tchèque se trouve dans cette phase-ci. Il faut que le pays ajuste la procédure de préparation aux règles de l'UE. La deuxième phase commence par la détermination de la date d'acceptation de l'euro et donc par l'adhésion au SME. C'est le moment de la campagne d'information, des adaptations législatives et des logiciels. A la fin de la phase deux, la Commission Européenne et la BCE évaluent comment l'économie du pays est rapprochée au autres économiques de l'UE. Si tous les critères nécessaires sont remplis, le Conseil de l'UE décide de supprimer l'exception à l'introduction de l'euro. C'est le moment où le taux de change exact est déterminé. La troisième phase se déroule entre la suppression de

l'exception et l'entrée dans la zone euro. Il faut finir les préparations techniques, assurer le nombre suffisant des billets de banque et des pièces de monnaie pour les habitants mais aussi dans les banques et les billetteries, puis il est nécessaire d'assurer la dualité des prix dans les magasins. La dernière et quatrième phase a lieu une fois membre de la zone euro. C'est le moment où il faut vraiment assurer la dualité des prix, retirer la monnaie ancienne du marché, réviser l'évolution des prix et faire attention aux augmentations illégales des prix ou des fraudes. Au cours de chaque phase c'est la communication qui est la plus importante. Il faut bien expliquer ce qui se passe, pourquoi et ce qui va suivre.

2. 2. 1 Principes fondamentaux

Voyons les principes qui sont nécessaires pour une bonne introduction de la monnaie unique en République tchèque.

Premièrement, il est évident que le passage lui-même sera fait en une fois. Cela veut dire que les transactions en paiement numéraire ainsi que les transactions en numérique doivent commencer en même temps. Dans le scénario utilisé dans tous les pays de la zone euro (sauf la Slovénie) l'utilisation en numérique a commencé 3 ans avant l'utilisation des billets et des pièces de monnaie physique. De nos jours on se rend compte que ce n'était pas efficace. Ce passage en une fois devrait avoir 5 étapes. Dans la première, avant la décision de la suppression de l'exception on n'utilise que la couronne tchèque. Dès que cette exception est supprimée, ce qui veut dire que la date est déjà déterminée, c'est la deuxième étape qui commence. C'est l'étape des doubles prix, qui dure à peu près 6 mois. Les prix vont être affichés en même temps en couronne tchèque et en euro, mais on va encore utiliser la couronne tchèque pour payer. Dès la date de l'introduction officielle de l'euro, toutes les transactions devront être effectuées en euro. Si on paie en espèces, on peut encore utiliser la monnaie tchèque mais les commerçants ne doivent rendre que des euros. Cette étape de la dualité des monnaies va durer 15 jours. Cependant, après la fin de la possibilité de l'utilisation des deux monnaies, les prix vont encore être marqués en couronnes tchèques et en euros. Cet avantage devrait durer jusqu'au 31 décembre de l'année de l'introduction de l'euro.

Deuxièmement, il faut assurer la continuité des outils législatifs. Tous les contrats doivent rester en vigueur même si les sommes sont affichées en couronnes tchèques. Après, on va compter la somme en euro grâce au coefficient du taux de change.

Troisièmement, il s'agit du principe du coefficient du taux de change déjà mentionné dans le paragraphe précédent. Ce coefficient va être déterminé par le Conseil de l'UE au moment de la fin de la phase préparatoire.

2. 2. 2 Assurance institutionnelle des préparations à l'euro

Les aspects techniques du plan de l'introduction de l'euro peuvent être bien sophistiqués, mais en tous cas il faut quelqu'un qui assure que le plan soit rempli. C'est pourquoi, le Groupe national de coordination de l'introduction de l'euro a été établi par le gouvernement. Son but principal est de coordonner et de surveiller les groupes qui travaillent sur le plan.

2. 2. 3 Secteurs dans lesquels ont lieu des ajustements

L'harmonogramme prévoit les domaines où il définit dans quel sens il faut mener les préparations. Ce sont des domaines du système bancaire, des autorités financières et des finances publiques, du secteur non-financier y compris la protection du consommateur, de la législation nécessaire pour l'introduction de l'euro, de la communication et des sources d'informations.

2. 2. 3. 1 Système bancaire

Pour le numérique et le numéraire, la responsabilité principale de la Banque centrale est de s'assurer qu'au moment du lancement de l'utilisation massive de l'euro, il y aura assez de billets et de pièces. En cas d'insuffisance, elle sera obligée d'emprunter des billets et des pièces à d'autres banques de la zone euro. C'est à elle de distribuer les billets et les pièces dans les banques de la République mais aussi aux autres établissements comme par exemple la Poste. Pour changer la monnaie on peut s'adresser à la Banque centrale mais aussi aux autres banques commerciales pendant une période de six mois. Après, ce ne sera possible qu'à la Banque centrale cinq ans pour les pièces et dix ans pour les billets (non certifié pour l'instant).

Pour le paiement numérique, il faut tout d'abord convertir les comptes en banque ce qui a pour conséquence le changement des autres moyens de paiement : les cartes bancaires, les chèques, les lettres de changes, les billets à ordre. Il ne faut pas oublier les billetteries et les points de paiement chez les commerçants.

Le jour du passage à l'euro la Banque centrale tchèque (BCT) deviendra une partie de l'Eurosystème avec la BCE à sa tête. La BCT devra déléguer certaines juridictions au profit de la BCE, notamment le pouvoir dans le domaine de la politique monétaire et l'autorité en ce qui concerne la circulation fiduciaire.

2. 2. 3. 2 Finances publiques

Il s'agit ici des finances publiques et des autorités financières. Pour assurer le fonctionnement il faut tenir compte que tous les niveaux doivent être couverts par l'harmonogramme : le secteur privé, les organes de l'administration locale et régionale et les habitants. Tous les budgets (de l'Etat, des régions, des communes) doivent être établis en euro. La comptabilité de l'année de passage doit être double, en couronne tchèque et en euro.

2. 2. 3. 3 Secteur non-financier

Le troisième secteur des changements est le secteur non-financier et la protection du consommateur. Dans ce domaine le but est principalement de protéger le consommateur contre les hausses des prix qui n'ont pas d'argumentation. Comme nous l'avons déjà mentionné, le jour du passage à l'euro les prix seront fixés d'après le taux de change déterminé. Tout de même pour imposer une bonne éthique, on suppose que les regroupements de consommateurs et les associations de commerçants vont signer un accord volontaire de respect du coefficient du taux de change.

2. 2. 3. 4 Législation

Ensuite, il faut ajuster la législation. Le changement de la monnaie doit être évidemment ancré dans la procédure législative de la République tchèque. Le contenu va rester le même qu'avant l'euro, mais on va ajouter les notions concernant l'euro. La nouvelle juridiction sera valable à partir du jour du passage à l'euro. La juridiction va nouvellement comprendre la mention du coefficient du taux de change, les principes de l'arrondissement des prix, le moyen de conversion des comptes bancaires et des titres, l'invariabilité des engagements légaux et les sanctions en cas de non respect de cette loi.

2. 2. 3. 5 Sources d'information

L'harmonogramme n'omet pas de mentionner les sources d'information. Tous les habitants, les secteurs privés et publics doivent être suffisamment informés pour savoir ce que l'euro signifie pour eux. Le gouvernement a défini les enjeux principaux, les buts de la campagne. Pendant la campagne il faut expliquer que l'acceptation de l'euro est notre engagement dû à la signature du Traité de l'adhésion à l'UE, informer sur l'harmonogramme, sur la date de passage à l'euro (dès qu'elle est connue), se familiariser avec le coefficient du taux de change entre la couronne tchèque et l'euro ainsi que le mécanisme de changement de

représentation des prix, des salaires etc., expliquer la différence entre les doubles prix et la période de double circulation des monnaies y compris les avantages, et finalement faire connaissance avec les billets et les pièces de l'euro. Cette campagne d'information sera destinée aux trois groupes différents. Chaque groupe a besoin d'un type spécifique d'informations et les moyens d'obtenir ces informations. C'est pourquoi les outils de la communication seront choisis d'après leur destination. A peu près 100 jours avant le passage à l'euro « Le jour de l'euro » sera organisé. Il s'agit du début de la grande campagne d'information pour tous les habitants. Pour les autorités locales la documentation audio-vidéo sera la plus grande source d'informations crédible. Les autres moyens de distribution des informations n'ont pas de destination concrète. Il s'agit des éléments de la campagne nationale : sites internet, réseau Europe Direct⁴, tracts distribués dans les écoles, ménages etc., publicité à la télévision, conférences, etc.

2. 3 Impact de l'euro sur l'économie tchèque

Traitons maintenant comment l'acceptation de l'euro va influencer la vie des citoyens et leur vie quotidienne. En général les habitants ont peur d'une grande augmentation des prix après avoir introduit l'euro. Il faut alors clarifier les liens en définissant le taux de change et identifier l'impact sur les revenus des habitants ce qui implique le besoin de surmonter les craintes de la baisse du pouvoir d'achat.

2. 3. 1 Passage à l'euro : le processus

Le passage à l'euro sera effectué par la détermination fixe du taux de change. Celui-ci sera établi après que la Commission Européenne et la Banque Centrale aient décidé que les critères de convergence ont été remplis. Ensuite, la Commission Européenne recommande au Conseil de l'Union Européenne de supprimer l'exception du pays pour l'introduction de l'euro. Le taux de change lui-même est déterminé à peu près six mois avant l'introduction prévue par le Conseil de l'Union Européenne, les chefs d'Etats et les chefs de gouvernement. Toutes les transactions subissent la conversion et la somme finale est arrondie à l'eurocent le plus proche.

La définition du taux de change dépend de plusieurs aspects alors c'est difficile de prédire l'évolution de la situation. Entre les facteurs qui influencent le taux de change final, on peut compter les facteurs macroéconomiques qui influencent le comportement des Banques centrales, puis les activités spéculatives des investisseurs. C'est pourquoi on utilise l'outil de l'hypothèse technique qui suit les tendances de l'évolution du taux de change. La situation est ici

⁴ Réseau des centres d'information de la Commission Européenne

encore pire parce que la République tchèque ne connaît pas la date précise de son adhésion à la zone euro. Nous ne pouvons pas alors savoir quand la République tchèque deviendra membre du SME. Cela est important pour pouvoir déterminer la parité centrale⁵ de la monnaie.

Supposons maintenant que la date du passage à l'euro sera l'an 2012, date discutée dans les médias. Dans ce cas, la République tchèque devrait être membre du SME et en 2009 fixer le taux de change vers l'euro au plus tard. D'après les tendances, celui-ci pourrait se situer entre 26 et 27 CZK/EUR. Par contre, si la République n'est pas encore prête en 2012, on repousserait la date aux années 2013 à 2015. D'après l'évolution de la monnaie, nous pourrions estimer le coefficient aux environs de 25,50 CZK/EUR.

Nous avons déjà mentionné que la détermination du taux de change reflète plusieurs facteurs. La Banque centrale prend en compte ces facteurs et pour la période successive a choisi comme priorité le maintien de la stabilité des prix dans le pays. C'est l'explication pour laquelle la République tchèque a diminué les prévisions de l'inflation à partir de l'année 2010. Ce but se rapproche de celui de la BCE. Qu'est-ce que cela signifie dans la vie courante ? La valeur de la monnaie devrait augmenter et l'inflation ne devrait pas être si forte. Même si la croissance économique du pays est assez favorable, on suppose que le rythme de l'appréciation de la monnaie va diminuer. Un des problèmes pourrait être la faible confiance dans les politiques économiques du pays et aussi une évolution macroéconomique défavorable.

2. 3. 1. 1 Impact sur les entreprises

Les changements les plus marquants seront surtout dans le secteur des entreprises. Le changement de monnaie, le fait d'avoir une monnaie unique sur un territoire de l'Europe, amène un grand nombre d'avantages mais aussi certains désavantages. Les avantages seront bien visibles dans les années à venir par contre les désavantages auront un caractère plutôt exceptionnel, fait en une seule fois.

Les avantages à long terme porteront sur les épargnes issues des échanges commerciaux internationaux. La suppression de la couronne tchèque et l'utilisation d'une monnaie unique élimine les pertes du change et les frais de transactions, frais de paiement à l'étranger et de l'étranger. Bien sûr, cela dépend du niveau d'intégration du marché entre les pays utilisant déjà l'euro. Entre autres, nous pouvons mentionner que l'euro va aider les entreprises aux termes de

⁵ Valeur de la monnaie nationale par rapport à une monnaie étrangère (par exemple CZK/EUR) garantie par la Banque Centrale, dans le système des taux de changes fixes. Source : Lacina, L. : Studie vlivu zavedení vlivu na ekonomiku ČR

la transparence des transactions, de la comptabilité et puis d'un meilleur financement des activités de la société elle-même. En tous cas, c'est le niveau de l'engagement actuel dans le commerce des pays de la zone euro qui va déterminer l'augmentation de l'amélioration des activités commerciales après l'introduction de l'euro.

Soyons plus concrets et définissons tous les avantages. Il s'agit de :

- l'élimination du risque de la fluctuation du taux de change,
- l'épargne des frais des transactions avec l'étranger,
- la simplification de la comptabilité (ne plus avoir besoin de multiples comptes bancaires d'où déduction des frais),
- la stabilité de la monnaie qui peut rendre plus facile les décisions stratégiques des entreprises et comme cela aider les entrepreneurs à investir plus,
- la baisse des frais de financement et donc un meilleur accès aux marchés des capitaux de la zone euro.

Quant aux désavantages apportés par le passage à la monnaie unique, il s'agit des coûts et des frais faits en une fois car il faut ajuster la comptabilité des entreprises, les prix, les logiciels informatiques et la communication avec les fournisseurs et les clients. Parfois les entreprises doivent prendre en compte des frais pour échanger la monnaie ancienne par la nouvelle. Cette fois-ci, les frais ne sont pas déduits du taux d'intégration au marché international ou bien à la zone euro mais d'après la taille de l'entreprise. Les entreprises auront un montant total des frais plus grand à cause de la complexité des systèmes et un volume des finances qui passent par l'entreprise plus important.

Voyons maintenant les désavantages liés au passage à l'euro. Il s'agit tout d'abord des frais de l'ajustement des systèmes technologiques (la conversion à l'euro et les liens entre tous les systèmes), ensuite du besoin d'informer les fournisseurs, clients et employés de la nouvelle réalité dans l'entreprise, puis de la création d'une nouvelle liste des prix, catalogues etc., enfin des changements des monnaies déjà mentionnés.

Pour définir la situation de la République tchèque dans le sens entrepreneurial, l'économie de la République tchèque est définie comme petite mais assez ouverte. Les exportations des entreprises tchèques représentent 2/3 du PIB. Les avantages comparatifs de la

République tchèque peuvent être trouvés dans la main-d'œuvre pas trop chère, mais bien formée et qualifiée. Le taux d'ouverture est dû à la taille insuffisante du marché national, c'est pourquoi les entreprises cherchent à créer des liens avec l'étranger. La tendance de ces dernières années est de s'orienter vers l'Ouest, autrement dit vers les pays appelés riches.

Aujourd'hui nous ne pouvons pas encore parler d'évaluation des coûts et des contributions précises ce qui est encore plus difficile parce que nous ne savons pas quand l'euro sera accepté. Mais généralement on estime que les frais du passage à l'euro seront les plus importants un an avant le passage lui-même et les avantages liés à l'administration vont se présenter dès la première année de l'utilisation. L'entrée dans la zone euro va apporter à la République tchèque la création d'un environnement économique stable. C'est un des facteurs les plus importants pour que la République tchèque puisse attirer les capitaux étrangers et assurer la croissance du PIB grâce à des investissements de plus en plus importants.

2. 3. 1. 2 Impact sur l'inflation

Le sujet de passage à l'euro est nécessairement lié à l'augmentation de l'inflation. C'est l'opinion générale de la population et l'argument le plus fort de ceux qui insistent sur le repoussement de la date d'acceptation de la monnaie unique. Mais comment se présente la situation elle-même ?

L'évolution la plus vraisemblable prédit que le pourcentage de l'inflation en République tchèque reste plus haut par rapport à la moyenne des pays de la zone euro. On raisonne sur le fait de l'ajustement des prix lié au rattrapage du niveau économique des pays plus développés de la zone euro. Le vrai niveau de l'inflation en République tchèque ne sera pas influencé que par ce phénomène redoutable, mais aussi par d'autres facteurs qui ne se rattachent pas à l'intégration de la monnaie unique. Il s'agit de l'impossibilité de prédire l'évolution de la situation sur le marché international des marchandises, les biens clés, puis la croissance économique des pays partenaires les plus importants de la République tchèque aux termes du commerce international.

La situation ne voit pas de grands chocs en ce qui concerne le prix du pétrole comme un choc pétrolier par exemple. Nous pouvons estimer que le niveau de l'inflation après l'entrée dans zone euro sera de 2 à 5 % plus haut que le niveau moyen de la zone euro, ce qui veut dire que si la BCE arrive à maintenir le niveau de l'inflation à 2 %, le vrai niveau sera entre 4 et 7 %. Il faut toujours tenir compte que nous raisonnons sur les prévisions basées sur les données actuelles, mais la convergence de la monnaie tchèque à l'euro n'est pas encore finie et alors les statistiques vont changer dès qu'un événement important arrivera.

Voyons maintenant plus en détail les facteurs inflationnistes en République tchèque après le passage à l'euro. Premièrement, il y a des facteurs qui devraient agir négativement sur le niveau de l'inflation, autrement dire augmenter son niveau. Ce sont : une meilleure transparence des prix, l'élimination du risque du taux de change pour les entreprises et le Pacte de la stabilité et croissance élaboré par la Commission Européenne pour rassurer la stabilité et la croissance à l'UE. Les deux premiers facteurs sont les plus discutés même si leur influence n'est pas si expressive. En ce qui concerne le Pacte de la stabilité et croissance, les pays se sont mis d'accords pour ne pas exercer des politiques fiscales trop risquées. Cela implique que les pays ne devraient pas devenir plus endettés et que l'inflation ne devrait pas augmenter encore plus. Deuxièmement, il y a des facteurs qui agissent positivement sur l'inflation. Il s'agit de l'augmentation des prix par les commerçants et l'arrondissement des prix, de la perte de l'autonomie du prix et le bas niveau des prix de départ. L'augmentation des prix causée entre autres par l'arrondissement des prix, est considérée être à court terme. La perte de l'autonomie de la monnaie signifie en même temps la perte des moyens de la désinflation (le fait de diminuer le niveau de l'inflation) Ce n'est plus la Banque centrale tchèque qui s'en occupe mais la BCE après transmission des responsabilités. Le ciblage de bas niveau de l'inflation sera fini et d'autres effets seront présents dans notre économie. C'est l'effet des prix bas au départ en comparaison avec d'autres pays membres de la zone euro par rapport au PIB par tête. Cela veut dire que les prix ne peuvent plus être ajustés par le renforcement de la monnaie nationale mais par le seul moyen de l'augmentation des prix via l'inflation croissante.

2. 3. 1. 3 Impact sur la croissance économique

La croissance régulière de l'économie est assez importante pour le niveau de vie des habitants du pays. Si ce niveau augmente, les salaires des habitants augmentent aussi et ils peuvent consommer plus de biens et services ce qui a pour conséquence l'amélioration de la qualité de leur vie. Pour mieux imaginer la situation citons deux exemples : le salaire minimal en 2004 faisait 4 000 couronnes tchèques, en 2006 a augmenté au niveau de 7 955 couronnes tchèques à comparer avec l'évolution du salaire moyen : de 13 614 couronnes en 2000 à 20 211 couronnes en 2006. Mais quels sont les déterminants qui définissent la direction de l'évolution de notre économie ? Parlons des facteurs les plus remarquables.

Tout d'abord il faut mentionner le taux de chômage. Il est discutable d'affirmer que l'introduction de l'euro va augmenter ou diminuer le chômage. Si nous prenons l'exemple des pays qui utilisent déjà l'euro, nous pouvons constater que l'impact de l'introduction n'est pas le même dans tous les pays. Par exemple en Allemagne le chômage a légèrement augmenté entre

les années 1999 et 2007. Par contre, en Italie le taux de chômage descend depuis 1998. Alors il est assez difficile de prédire son évolution en République tchèque. D'après les statistiques d'Eurostat le taux de chômage de la zone euro a été le plus bas en avril 2001 et le plus haut en 2004 ou le taux a représenté 9%. Il est nécessaire de mentionner l'importance de la bonne performance des facteurs de production et leur productivité globale⁶. C'est la productivité globale qui détermine la productivité de l'économie et qui pourra prédire l'évolution dans le futur.

Ensuite, nous pouvons parler du choc de l'offre et celui de la demande⁷. Comme la République tchèque va être plus intégrée dans l'économie mondiale nous pouvons attendre une influence plus remarquable des économies étrangères ce qui devrait entraîner une stabilité plus importante pour l'économie du pays. De nos jours, la République tchèque appartient aux pays de la zone euro qui ont une amplitude minimale des chocs du côté de la demande et même du côté de l'offre. S'il y a des chocs asymétriques⁸ dans l'économie nationale, les moyens de la politique économique sont ralentis et dans ce cas il s'agit principalement des outils de la politique monétaire commune de la BCE. Son intérêt pour accélérer la croissance économique pourrait avoir des impacts négatifs si les situations économiques des pays ne sont pas suffisamment convergées car l'impact de la politique monétaire ne sera pas pareil dans tous les pays.

C'est ensuite l'évolution des prix qui influence la croissance économique du pays, notamment les amplitudes cycliques qui ont un impact sur le comportement des agents économiques, autrement dit la diminution de l'effectivité de l'allocation des revenus dans l'économie à cause de l'inflation. Cela implique le ralentissement de l'accroissement de l'économie nationale à long terme. Comme nous l'avons déjà mentionné, l'augmentation remarquable de l'inflation après l'introduction de l'euro n'est pas si vraisemblable entre autre grâce à l'ouverture importante de l'économie tchèque. Le taux d'ouverture sera encore plus haut après l'introduction de l'euro.

Le quatrième point qui influence le niveau économique du pays est la balance externe et le commerce international. La tendance de l'évolution du taux de change de la couronne tchèque par rapport à l'euro est assez favorable. La République tchèque relègue la croissance du PIB constamment plus haut que la moyenne de la zone euro. Cela entraîne le renforcement de la

⁶ Elle exprime le rapport entre les outputs (PIB) et tous les inputs (tous les facteurs de production)

⁷ Situation quand l'offre ou la demande changent soudainement; d'habitude causé par le changement de la productivité des facteurs de production (offre) ou du comportement des consommateurs du pays, des investissements des entreprises etc (demande).

⁸ Situation quand le choc de l'offre ou de la demande ne se manifeste également dans tous les pays

monnaie nationale. Malheureusement ce phénomène a des conséquences négatives pour les exportateurs tchèques.

Voilà comment la monnaie unique et la perte de l'autonomie monétaire vont aider la croissance économique. Nous avons mentionné dans le paragraphe 2. 3. 1. 2 la perte de l'autonomie monétaire de la Banque centrale. C'est donc la BCE qui mènera la politique monétaire en République tchèque. Sa politique restrictive pourrait entraîner l'influence négative sur la croissance économique à long terme du pays. Dans ce cas c'est le gouvernement qui doit agir par sa politique fiscale et monétaire.

2. 3. 1. 4 Opinions des Tchèques sur l'euro

Nous avons vu les conséquences de l'introduction du point de vue technique et les conséquences globales et nationales. Mais il ne faut pas oublier ceux qui sont les plus concernés : les habitants du pays. En fait, c'est la stratégie de la communication et donc l'opinion publique qui vont déterminer l'acceptation de l'euro. La procédure de l'acceptation est vraiment difficile à expliquer ; il y a beaucoup de choses nécessaires à dire, mais la population ne peut pas tout comprendre. C'est pourquoi il faut prendre en considération la campagne d'information. Les gens n'ont pas besoin de tout savoir, c'est impossible. Ce qui compte c'est la clarté et l'exactitude des informations qui leur sont nécessaires. Si les citoyens manquent d'informations, ils vont chercher ailleurs et ce qu'ils trouvent ne doit pas être exact car il existe par exemple des sites Internet comme Wikipédia qui ne fournissent pas d'informations correctes.

D'après les statistiques de l'Eurobaromètre réalisées en 2007, 60% des Tchèques pensent que l'euro est une bonne chose, 19% pensent que l'euro est un avantage de l'UE, 55% pensent que l'euro sera plus fort que le dollar, 20% veulent l'euro le plus tôt possible et 39% le plus tard possible. En général les Tchèques réclament les informations assez en avance, parfois quelques années avant l'acceptation de l'euro lui-même.

Les Tchèques ont peur de l'augmentation des prix et des fraudes concernant le changement des prix de la couronne vers l'euro, mais la plupart est convaincue que l'euro va apporter la stabilité dans le système économique du pays. Ils font le plus confiance aux informations fournies par la Banque centrale, les institutions européennes et les banques commerciales. Ils ne font pas confiance aux supermarchés.

2. 3. 1. 5 FAQ par les citoyens

Quelles sont les informations que les Tchèques recherchent le plus ? Tout d'abord ils veulent savoir quelle est la valeur de la monnaie nationale par rapport à l'euro. Puis c'est la méthode du passage à l'euro qui les intéresse. Ensuite nous pouvons mentionner l'impact sur les salaires et les comptes bancaires. Ils attendent la double présentation des prix, des explications et informations à la télévision et à la radio. En général, les habitants considèrent l'euro de façon plutôt positive que négative. Ils voient les avantages quand ils voyagent à l'étranger ou bien les avantages liés à la possibilité de faire des achats, de comparer plus facilement les prix de la zone euro et la suppression des frais de l'échange des monnaies.

Pour généraliser l'opinion des habitants, nous pouvons dire que les Tchèques attendent de l'euro le sentiment d'être plus européen et que le pays gagnera une position plus forte dans le contexte international et qu'il va assurer la stabilité monétaire et la croissance économique, va diminuer le chômage, se protéger des impacts négatifs des crises internationales...

D'un autre côté, nous ne pouvons pas mentionner que des points positifs. En ce qui concerne les craintes de la population tchèque, les plus importantes sont l'augmentation des prix, les fraudes ou encore la perte de l'identité nationale ou du contrôle de l'économie nationale.

En octobre 2007 la société Factum Invenio a publié les résultats de son enquête sur les opinions des Tchèques. D'après ce document, il manque des informations sur l'introduction elle-même et sur l'impact d'avoir la monnaie européenne. Puis, la campagne d'information doit être basée sur les besoins des habitants. Ensuite, elle ne devra pas répéter les processus utilisés pendant la campagne du référendum sur l'entrée dans l'UE où les représentants politiques utilisaient une intonation très persuasive. Enfin, la population a tendance à créer sa propre opinion basée sur la suffisance des informations précises, correctes et accessibles. Elle n'a pas besoin d'être persuadée, elle préfère avoir des informations pour se décider elle-même.

2. 3. 2 Situation dans les autres pays

Nous avons vu les conséquences prévues pour la République tchèque quand elle commence à utiliser la monnaie commune. Voyons qu'elle est la réalité dans les autres pays qui ont déjà accepté l'euro et qui ont commencé à l'utiliser pour tous les paiements il y a 6 ans. Il s'agit de l'Autriche, la Belgique, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et l'Espagne. Le 1^{er} janvier 2007, la Slovénie a rejoint la zone euro et a augmenté le nombre des pays utilisant la monnaie commune européenne à 13.

La Commission Européenne élabore un document analytique pour évaluer l'évolution de la situation dans les pays. Elle cherche à suivre les opinions publiques car ce sont les habitants qui sont les plus touchés.

Jusqu'à aujourd'hui l'euro est encore perçu positivement, même si en 2002 le pourcentage de contentement était un peu plus élevé. Les habitants s'ajustent bien aux paiements en euro mais ils préfèrent supprimer le double affichage des prix. De plus, quand ils voyagent hors de la zone euro, les européens prennent des euros pour les échanger car l'euro est de nos jours perçu comme la monnaie internationale, en comparaison avec le dollar américain ou le yen japonais. Comme la valeur du dollar américain baisse sur le marché des devises et qu'en même temps le taux de change de l'euro augmente, les touristes en profitent et échangent plutôt des euros.

L'autre avantage est la grande facilité de comparaison des prix. La place suivante parmi les avantages perçus par les habitants de la zone euro 5 ans après le début de l'utilisation de la monnaie unique est attribuée au sentiment du renforcement de la position de l'Europe dans le monde. Ensuite, ils estiment que les prix sont devenus plus stables et que les finances publiques sont en meilleures conditions.

D'un autre côté, les habitants sont fortement persuadés que les prix sont encore en train d'augmenter, à peu près 81% des européens en 2006 à comparer avec 78% en 2005. D'autres désavantages perçus par l'introduction de l'euro sont la diminution de la croissance économique, la vie plus compliquée à cause de l'euro ou le chômage qui augmente. La perte de la monnaie nationale est aussi perçue comme la perte de la souveraineté du pays, mais ces dernières mentions ont un pourcentage très bas.

Il ne faut pas oublier que les arguments présentés ci-dessus sont les perceptions des habitants : les résultats de statistiques autrement ciblées pourraient être tout à fait différents.

Conclusion

Dans le monde d'aujourd'hui on dirait que rien n'est impossible. Grâce à la mondialisation le monde est devenu très petit. La coopération n'existe plus seulement entre les pays voisins, mais entre tous les pays du monde. De plus, certains pays se regroupent pour mieux coopérer et se développer. La République tchèque est devenue membre d'un tel regroupement : l'Union Européenne.

La création d'une telle organisation nécessite une attention particulière. Chaque pays a sa propre culture avec même des différences culturelles à l'intérieur d'un même pays, par exemple les deux langues officielles en Belgique, ce qui ne facilite pas la tâche dans un tel processus.

Il est très intéressant de voir l'évolution de l'Union dès les débuts jusqu'à aujourd'hui. Nous avons vu ici comment nous nous sommes retrouvés dans la situation actuelle, comment il a été possible que la République tchèque fasse partie d'un tel regroupement et pourquoi elle va accepter l'euro. L'acceptation de l'euro est à la fois le symbole de l'appartenance à l'Union Européenne et de la volonté d'intégrer entièrement l'Union européenne. La République tchèque a donné son accord à respecter la loi de l'Union au moment de la signature du contrat de l'adhésion et comme cette loi comprend l'introduction de la monnaie unique, la République travaille sur les ajustements pour pouvoir l'introduire aussi.

Les conditions nécessaires pour introduire l'euro ne sont pas encore accomplies dans notre pays ce qui a pour conséquence l'impossibilité de déterminer la date du passage de la monnaie nationale, la couronne tchèque, à la monnaie commune à la plupart des pays de l'Union, l'euro. Au moment de l'entrée dans l'Union, les médias ont parlé de l'année 2007, puis de 2010. Ils ont compris assez tôt que l'économie tchèque n'était pas prête pour l'introduction de l'euro à ces dates. Alors, les médias ont parlé d'autres dates : 2012 ou 2014. Ni l'une ni l'autre n'est confirmée pour l'instant. En ce qui concerne la date de l'introduction de l'euro, la République tchèque affirme officiellement : « Nous ne savons pas ».

Le fait est que le gouvernement doit beaucoup travailler pour répondre aux critères nécessaires quant à la création d'un environnement plus favorable à la croissance économique même si la République tchèque avait une meilleure situation au départ ; son niveau économique et de développement dominait les neuf autres pays adhérant l'Union Européenne en 2004. Il existe des analyses des besoins et un harmonogramme créé pour l'occasion qu'il faut suivre.

Alors si tout va bien, l'économie tchèque se rapprochera de l'économie des autres pays de l'Union Européenne. Pour y parvenir, elle doit répondre aux critères de convergence à savoir la stabilité des prix, le déficit budgétaire, la dette des finances publiques, le SME et le taux d'intérêt.

La République tchèque n'est jamais restée seule. Grâce à sa position stratégique au centre de l'Europe, à sa taille, à son marché de produits de bonne qualité etc. elle appartenait à des regroupements divers. Aujourd'hui elle est fière d'être où elle est car c'est son libre choix, choix de toute la population au référendum. Comme le dit l'historien britannique Timothy Garton Ash, « *Si, en 1957, quelqu'un avait dit aux signataires qu'en 2007 l'Europe ressemblerait à ce qu'elle est aujourd'hui, il se serait probablement fait traiter de rêveur ou de fou* ». Serons-nous aussi « rêveurs » qu'aujourd'hui dans 50 ans ?

Résumé

Le but de ce mémoire de licence intitulé *“L’évolution de l’Union Européenne et de l’Union Economique et Monétaire orientée sur la République tchèque : le niveau de l’ajustement et les conséquences possibles de l’introduction de l’euro”* est d’éclaircir comment la République tchèque fait face à l’introduction de la monnaie européenne commune. Nous traitons les conséquences de ce changement pour la République tchèque déduites de l’acceptation des règles au moment de la signature du traité de l’adhésion. Enfin, nous étudions les prévisions possibles après le passage à la monnaie unique.

La première partie explique la naissance et ses circonstances de l’Union Européenne comme une organisation dont la République tchèque fait partie. Nous voyons les étapes de la création de l’Union depuis ses débuts à aujourd’hui. Le chapitre est basé principalement sur l’aspect économique de l’évolution de l’intégration à l’Union Européenne. Même si ce chapitre traite de l’Union Européenne comme d’une entité, nous mentionnons où se trouve la République tchèque dans son processus d’intégration.

La deuxième partie nous présente en détails l’évolution de la Communauté Economique et Monétaire. La connaissance de ces données est indispensable pour la compréhension des processus de l’introduction de la monnaie unique européenne dans les pays. Nous trouvons ici les conditions à accepter pour être un membre de plein droit de l’Union Européenne et l’évolution de ces conditions pour différents pays.

La partie suivante traite les conséquences de ce qui est mentionné précédemment sur la République tchèque à la fin de l’année 2007. L’état de chaque critère qui doit être rempli au moment de la décision de l’acceptation de l’euro y compris l’établissement de la date précise du passage à la monnaie unique nous intéresse.

La partie suivante explique en détail l’harmonogramme de l’introduction de la monnaie unique. Elle démontre tout ce qu’il est nécessaire d’ajuster ou d’établir dans les domaines particuliers pour que l’économie tchèque ne s’écroule pas le jour du passage à l’euro.

La dernière partie est consacrée à l’impact et à l’importance de la monnaie commune pour la République tchèque du point de vue du citoyen et de l’entrepreneur ou d’un point de vue macroéconomique. En dernier lieu, quelques mots sont dédiés à la situation des autres pays membres utilisant déjà l’euro car nous pouvons la comparer à ce qui nous attend.

Résumé

The objective of this thesis called “*The evolution of the European Union and the Economic and Monetary Union with the focus on the Czech Republic: level of readjustment and possible consequences of the euro introduction.*” is to bring the light on the reasons of the fact that the Czech Republic is facing the situation that is introduction of the common European currency. Next focus in the thesis is aimed on the consequences of this engagement and on the analysis of its impact to the European Union.

First part explains the circumstances of the creation of the European Union as an organization in which the Czech Republic is participating. It also makes us acquainted with particular periods of the evolution since the very beginning up to the present situation. The chapter is based on the economical aspect of the Union’s integration. As the thesis is focused on the Czech backgrounds it is not omitted in this globally conceived part.

Second part illustrates in detail the evolution of the European Economic and Monetary Union. The knowledge of these facts is necessary to further understanding of the process of the introduction of the common currency. In this part we find out the conditions and its development of the acceptance of the currency in particular countries.

Next part works with the familiar facts from the previous part. In this part we study the situation of the conditions at the end of the year 2007 in the Czech Republic. Here we are interested in the level of their performance as they need to be fulfilled by the moment of the decision to accept the European currency and to determinate its date.

Following part describes in details the schedule of the introduction. It shows the necessities to be done in all the domains so that the national economy functions and does not break down.

Last part is devoted to the studies of the impact of the European currency on the Czech economy from the perspective of businessmen, citizens or the macroeconomics in general. In the end the situation of the countries already using euro is commented as we can compare what they have and what we are about to have in the future.

Résumé

Cílem této bakalářské práce s názvem „*Vývoj Evropské Unie a Evropské Hospodářské a Měnové Unie se specifikací na Českou republiku: úroveň připravenosti a možné následky zavedení eura*.“ je objasnit příčiny toho faktu, že Česká Republika je postavena před skutečností zavedení společné evropské měny. V práci se dále zabýváme aktuálními důsledky tohoto závazku vůči Evropské Unii a rozebíráme studie situace po vlastním zavedení měny v zemi.

První část vysvětluje vznik a okolnosti vzniku Evropské Unie jako organizace, které je Česká Republika součástí. Seznamuje nás s jednotlivými etapami ve vývoji od historických prvopočátků až po aktuální situaci. Kapitola je stavěna hlavně na ekonomickém aspektu vývoje integrace Evropské Unie. Vzhledem k zaměření práce na Českou Republiku není ani v této globálně pojaté části vynechán dostatečný prostor pro zdůraznění jakým způsobem je republika zapojena do procesu.

Druhá část nás detailně seznamuje s vývojem Evropské hospodářské a měnové unie. Znalost těchto faktů je důležitá pro následné pochopení procesu zavádění společné evropské měny v jednotlivých státech. V této části se mimo jiné dozvíme jaké jsou podmínky pro přijetí kandidátského státu za právoplatného člena Evropské Unie a jaký byl vývoj podmínek pro přistoupení jednotlivých států.

Následující část pracuje s již zjištěnými informacemi z předešlé části. Konkrétně se zde zabýváme situací v České Republice v závěru roku 2007. Zajímá nás stav jednotlivých kritérií, která je Česká Republika povinna splňovat v okamžiku rozhodnutí se o přijetí eura a s tím související určení přesného data přechodu na jednotnou evropskou měnu.

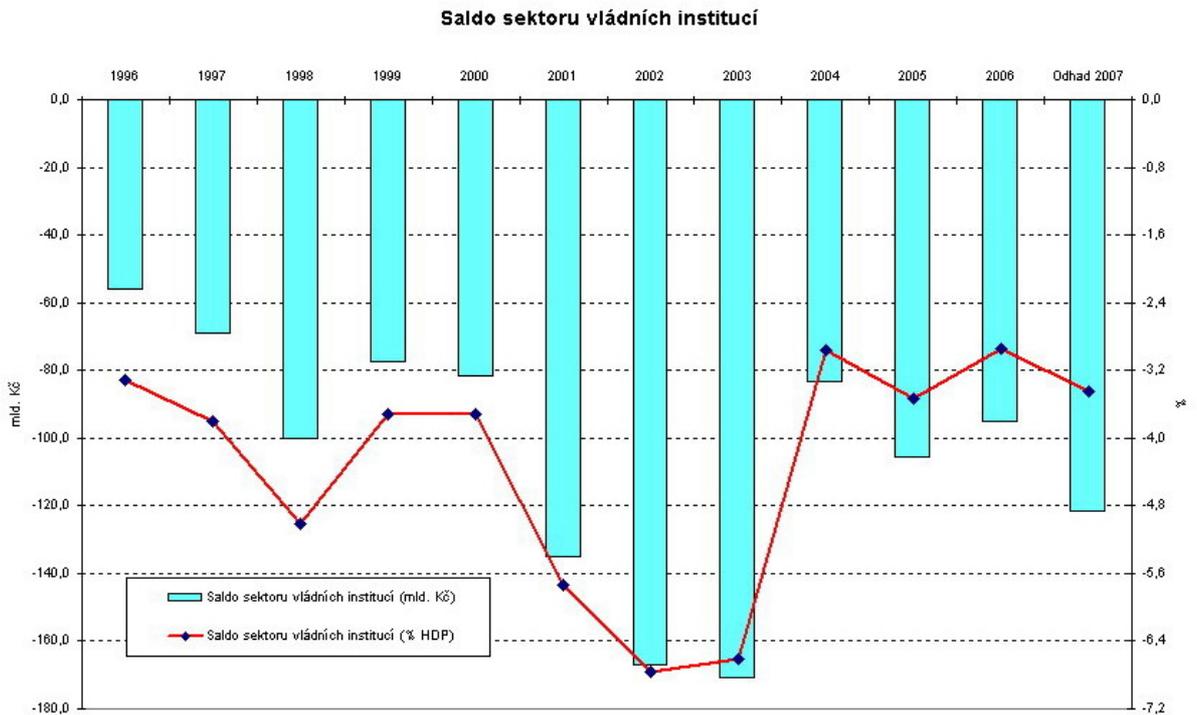
Další část podrobně objasňuje harmonogram zavádění společné měny euro. Ukazuje, co vše je potřeba v jednotlivých oblastech upravit nebo zavést, aby v den přechodu na společnou měnu bylo vše v pořádku a fungování české ekonomiky se tímto krokem nezhroutilo.

Poslední část je věnována studiím o dopadu a významu společné měny pro Českou Republiku ať už z pohledu každého obyvatele, podnikatelů nebo pohledu makroekonomického. V závěru je věnováno několik slov komentáře k situaci ostatních členských států, které již euro používají a my tedy můžeme porovnat to, co nás čeká a oni mají za sebou.

Annexe 1

Evolution du déficit budgétaire en République tchèque

(en milliards CZK)



source: <http://www.mfcr.cz>

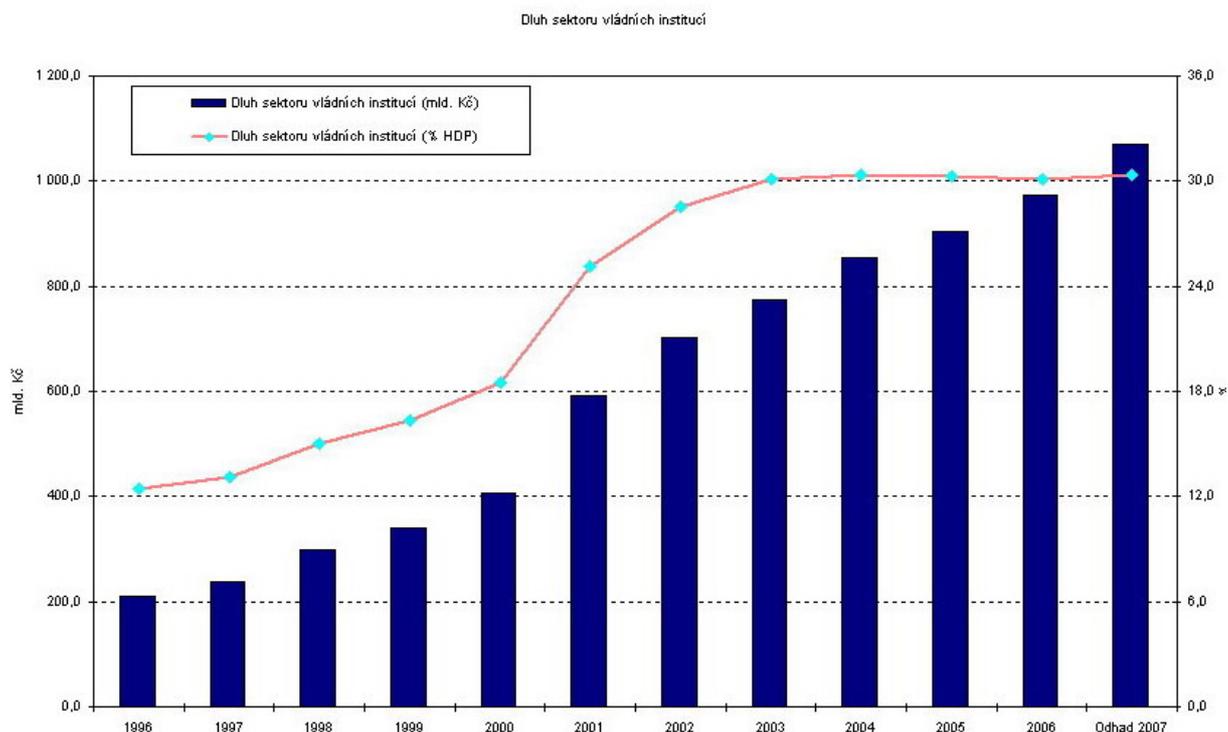
Les colonnes bleues représentent le déficit budgétaire en valeur nominale ; le montant pour l'année 2007 est pour l'instant estimé.

La courbe rouge représente le déficit budgétaire en pourcentage par rapport au PIB.

Annexe 2

Evolution de la dette totale des finances publiques en République tchèque

(en milliards CZK)



source: <http://www.mfcr.cz>

Les colonnes bleues représentent le montant nominal de la dette.

La courbe rouge représente le pourcentage de la dette par rapport au PIB.

Annexe 3

Evolution du taux de change CZK par rapport à EUR



La simulation de la parité centrale correspond environ à 30 CZK/EUR (moyenne des années 2004-2006). L'amplitude approuvée de fluctuation de 15% correspond approximativement à la zone de fluctuation de 25,5 à 34,5 CZK/EUR.

Bibliographie

Sources littéraires

FIALA, Petr., PITROVÁ, Markéta. *Evropská Unie*. Brno: Centrum pro studium demokracie a kultury (CDK), 2006. 744 pages. ISBN: 80-7325-015-2

Article

ASH, Timothy Garton. « *Les Vingt-Sept, racontez-moi une histoire !* », The Guardian, traduit dans *Courrier International* n° 855, mars 2007, page 36, 37

Pages web consultées (entre septembre 2007 et mars 2008)

http://www.cnb.cz/m2export/sites/www.cnb.cz/cs/menova_politika/strategicke_dokumenty/download/maastricht_sladenost_cr.pdf.

http://www.colisee.org/article.php?id_article=1801

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/constitution-europeenne/changements-institutionnels.shtml>

http://www.europe-info.de/facts/fr/5_3_0.htm

http://www.mfcr.cz/cps/rde/xbcr/mfcr/studie_NKS_final_aktualiz-26022008_pdf.pdf

http://www.zavedenieura.cz/cps/rde/xbcr/euro/Herzmann__Jan_Factum__Invenio_pdf.pdf

http://www.csas.cz/banka/content/inet/internet/cs/Narodni_plan_euro.pdf

<http://www.euroekonom.cz/grafy-data.php?type=cesko-statnidluhhdprrok>

http://ec.europa.eu/public_opinion/flash/fl193_en.pdf

<http://www.mattyho.estranky.cz/clanky/meny-a-kurzy/eurczk>

http://ekonomika.idnes.cz/ceskym-financim-se-vedlo-schodek-je-jen-66-4-miliardy-fw1-/ekonomika.asp?c=A080103_134159_ekonomika_maf

<http://www.euportal.cz/Articles/1245-zavedeni-aura-atentat-na-ceskou-ekonomiku.aspx>

<http://www.ecb.int/ecb/orga/escb/html/convergence-criteria.cs.html>

<http://www.fondmarket.cz/aktuality/ministru-financi-eurozony-vadi-prilis-vysoky-kurz-eura/>

Site Internet

<http://www.mfcr.cz/>

Anotace

Jméno a příjmení:	Hana JELÍNKOVÁ
Katedra:	romanistiky na FF UP v Olomouci
Název práce:	L'EVOLUTION DE L'UNION EUROPEENNE ET DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE ORIENTEE SUR LA REPUBLIQUE TCHEQUE : le niveau de l'ajustement et les conséquences possibles de l'introduction de l'euro
Vedoucí práce:	Marie-Laure Leiciagueçahar

Počet znaků	89 707 znaků / 13 960 slov
Počet příloh	3
Počet titulů použité literatury	1
Klíčová slova:	Union Européenne, Union Economique et Monétaire, Système Monétaire Européen, monnaie unique, République tchèque, Europe, critères de convergence, harmonogramme, inflation, niveau économique, système bancaire, législation, finances publiques, impact
Anotace	Česká republika je od roku 2004 součástí Evropské Unie. Jedním z kritérií stanovených ve smlouvě o vstupu do EU je přijetí společné měny euro. V současné době se zabývá přizpůsobováním jednotlivých vládních sektorů. Cílem této práce je zaměřit se na vývoj Evropské Unie a Evropské Hospodářské a Měnové Unie a hlavně poukázat na důsledky z toho vyvozené pro Českou republiku. Nedílnou součástí je studie o současném stavu plnění podmínek pro zavedení eura a jeho vlivu na českou ekonomiku

